

00021

3003 Berne, mai 1977 / st

~~SECRET~~CONSEIL NATIONAL et CONSEIL DES ETATSGroupe de travail Jeanmaire
Sous-commission II

Procès-verbal de la séance du 4 avril 1977, 9.30 - 12.30 h et
14.15 - 16.30 h, à Berne, palais du Parlement,
salle VI

Ordre du jour Examen du questionnaire du 18 mars 1977
Behandlung des Fragebogens vom 18. März 1977

Participants Président: M. Aubert, Conseiller aux Etats

Membres présents:MM. Andermatt, Egli, Egli-Sursee, Eggenberg,
Genoud, RiesenAutres participants:M. Gerber, Procureur général de la Confédération
M. Amstein, Chef de la police fédérale
M. Weidenmann, divisionnaire, GRS SCEM
M. Lezzi, GRSExcusé:

M. Müller-Marzohl

Secrétariat: M. FriedliProcès-verbal: M. Chassot (f), Mlle Munter (a)

Le président:

Il nous a paru utile d'organiser, avant l'ouverture de la séance de ce jour, une conférence interne sans les représentants de l'administration fédérale. Dans ce but, le secrétariat vous a fait parvenir une convocation, un programme détaillé ainsi que la documentation suivante:

- Liste de documents émanant du Service de renseignements, qui peuvent être consultés auprès du secrétariat de la sous-commission
- Prises de position du procureur général relatives à diverses questions
- Prescriptions concernant la transmission d'information du service de police du ministère public fédéral à des organismes officiels étrangers

Par lettre du 31 mars adressée au Chancelier de la Confédération, le secrétariat a par ailleurs demandé un rapport au Conseil fédéral sur le point 1.3 du questionnaire, c'est-à-dire le problème des contrôles de sécurité se rapportant aux détenteurs de secrets qui travaillent dans toute l'administration fédérale, et sur le point 1.5, à savoir le problème de la publication des affaires d'espionnage.

Ordre du jour de la présente séance

Seront présents, à partir de 10 h 15 le procureur général de la Confédération et le chef de la police fédérale. De ce fait, vous aurez la possibilité de demander, le cas échéant, des renseignements complémentaires au sujet de la documentation qui vous a été remise. Les réponses écrites ont d'ailleurs été données d'entente avec le chef du Département de justice et police. En ce qui concerne le problème des relations de la police fédérale avec l'étranger, le chef responsable de la Bupo vous renseignera de vive voix. Une question reste en suspens: les mesures mentionnées peuvent-elles être réalisées afin de donner suite aux réponses fournies au questionnaire, sous chiffre 1.1?

Le divisionnaire Weidenmann répondra, à 14 h15, aux questions suivantes:

Quelle est l'efficacité de notre Service de renseignements (question 2.1; collabore-t-il avec l'OTAN et les Etats du Pacte de Varsovie (questions 3.3 et 3.4)? Il me semble extrêmement important que, dans ce domaine, la sous-commission II puisse tirer au clair deux questions controversées:

- a) La presse suisse s'est fait l'écho de rumeurs faisant état d'une collaboration "suspecte" entre certains milieux de l'armée suisse et des pays de l'OTAN ("Tagesanzeiger" du 1er mars 1977). C'est la raison pour laquelle votre président a demandé au Département militaire fédéral la communication des rapports sur les visites à l'étranger d'officiers supérieurs suisses ces deux dernières années. (Vous avez reçu la liste de ces rapports).
- b) Le procès-verbal de séance de la première commission plénière reproduit l'affirmation non réfutées selon laquelle notre service de renseignements travaille en dilettante et ne remplit pas sa mission. A mon avis, cette grave accusation doit être examinée à fond. C'est pour cette raison que nous avons demandé à prendre connaissance des procès-verbaux des "Rapports de situation" de l'année passée, qui nous donneront un aperçu des résultats de l'activité de notre Service de renseignements. A cet égard, le divisionnaire Weidenmann a déclaré au secrétaire de la sous-commission qu'on pourrait envisager qu'une délégation de notre sous-commission puisse prendre connaissance sur place de l'activité du Service de renseignements.

La commission procède ensuite à un échange de vues au sujet des questions qui seront à poser aux représentants de l'administration.

Audition

Le Président souhaite la bienvenue à M. Gerber, procureur général de la Confédération, et M. Amstein, chef de la Police fédérale. Il les remercie d'avoir bien voulu répondre à l'invitation de la sous-commission pour la séance de ce jour.

A part les informations complémentaires qui pourraient être données aux réponses écrites déjà reçues, certains membres de la sous-commission souhaiteraient être renseignés sur les questions suivantes:

- Qu'en est-il en matière de lutte contre l'espionnage économique, qui en est responsable?
- Existe-t-il des cantons qui ont leurs propres services de renseignements?
- Serait-il indiqué que notre sous-commission entende également des représentants des polices cantonales de Genève et Zurich?

D'autres questions pourront encore être posées au cours de la discussion.

H. Gerber

Verbesserungen erscheinen mir angebracht in bezug auf die Ueberwachung der legalen Residenten, was aber nur in Zusammenarbeit mit den kantonalen Behörden möglich ist. Deshalb sollten auch die Nachrichtendienste der Kantone, die die Basisarbeit leisten, ausgebaut und verstärkt werden (mehr Personal, mehr Material, bessere Ausbildung der Beamten des Nachrichtendienstes).

M. Riesen

N'est-ce pas anticonstitutionnel que certains cantons disposent de leur propres services de renseignements, du moment que les tâches militaires relèvent de domaine de la Confédération?

H. Gerber

Die kantonalen Nachrichtendienste haben mit dem militärischen Nachrichtendienst (UNA) nichts zu tun. Unsere Zusammenarbeit mit den Kantonen wickelt sich auf dem Gebiet der bürgerlichen Gerichtsbarkeit ab. Wir können deshalb nicht auf die Zusammenarbeit mit den Kantonen verzichten. Die Kantone behalten ja ihre Beobachtungen und Erhebungen nicht für sich, sondern leiten sie an die Bupo weiter, wo sie ausgewertet werden und von wo aus alles weitere koordiniert und geleitet wird.

Spionage umfasst neben dem militärischen und politischen auch den wirtschaftlichen Nachrichtendienst. Letzterer ist in Friedenszeiten wohl sogar der wichtigste Zweig nachrichtendienstlicher Tätigkeit. In der derzeitigen Rezession zeichnet sich eine Entwicklung ab, die die herkömmliche Art der Spionage sprengt, indem sie in die Formen des Konkurrenzkampfes hineingeht.

Eine Aussprache mit einigen kantonalen Polizeikommandanten dürfte Ihnen sicher dienlich sein. Bern (Stadt und Kanton) bietet eine gute Illustration für die Arbeit an der Front; der Kanton Waadt

hat gerade aufgrund des Falles Jeanmaire grosse Erfahrungen, während Zürich u.a. wegen starker Verbreitung von Wirtschaftsspionage und Genf als Sitz internationaler Organisationen vor speziellen nachrichtendienstlichen Problemen stehen. In Genf obliegen dem Nachrichtendienst auch gewisse Sicherheitsaufgaben, was die Behörden besonders dann vor grosse Probleme stellt, wenn eine internationale Konferenz stattfindet.

Zum Bedürfniskatalog im einzelnen:

Unser Budget für Staatsschutzaufgaben ist sicher kleiner als das anderer Staaten. Auch bei einem Ausbau der Bupo wird die Zahl der exekutierten Spionagefälle nicht sprunghaft ansteigen. Hingegen könnten wir durch die Zuteilung zusätzlicher polizeilicher Sachbearbeiter die aus allen Bereichen zusammenlaufenden Informationen - es sind durchschnittlich rund 40 pro Tag - besser und über längere Zeiten auswerten. Ferner könnten grössere Ueberwachungsequipen gebildet werden. Parallel mit dem Aussendienst muss auch der Innendienst verstärkt werden, denn ersterer bringt nur dann ein grösseres Rendement, wenn die Informationen seriös registriert und verarbeitet werden können. Wieviele zusätzliche Personen der Bupo zugeteilt werden sollen, wird zur Zeit geprüft. Die internen Austauschmöglichkeiten sind jedenfalls restlos ausgeschöpft, die Polster verbraucht, nicht zuletzt deshalb, weil die Bupo zunehmend mit Aufgaben belastet wird, die nicht unbedingt in ihren Bereich fallen (Beantwortung Einfacher Anfragen u. ä.).

H. Egli-Sursee

Bestehen Anhaltspunkte für eine verstärkte Spionagetätigkeit auf politischem und wirtschaftlichem Gebiet?

Ist der Bundesanwalt der Auffassung, dass die personellen und finanziellen Mittel für die Bewältigung der Staatsschutzaufgaben zu knapp sind? Welche Positionen des Bedürfniskataloges werden als unabdingbar erachtet?

Wie und unter welchen Voraussetzungen könnte eine vermehrte Aktivierung des Sicherheitsdienstes der Armee die Bupo entlasten?

H. Eggenberg

In Beantwortung der Frage 1.1 wird gesagt, grundsätzlich habe sich die heutige Abwehrkonzeption bewährt, trotzdem wird eine überraschend lange Liste von Abänderungsvorschlägen aufgestellt, welche zumindest am Aufbau der Konzeption rütteln. Wie reimt sich das?

In bestimmten Fällen übernehmen kantonale Polizeiorgane die Funktionen der Bupo (Beispiel Bern: einerseits Ueberwachung der ausländischen Residenten, andererseits Einsatz im Jura). Wer legt in solchen Fällen die Einsatzprioritäten fest? Sind Konfliktsituationen möglich?

Wie erfolgt die Entschädigung an die Kantone, wenn kantonale Polizeikorps für Bundesaufgaben freigestellt werden?

M. Genoud

Le système de collaboration que nous connaissons avec les polices cantonales est celui qui permet d'obtenir les meilleurs résultats. Comment pourrions-nous disposer autrement d'un aussi bon quadrillage du territoire?

Existe-t-il encore des cantons qui ne disposent pas d'un service de renseignements? Là où ces services existent, peut-on dire qu'ils fonctionnent à satisfaction? Doit-on concevoir que, par exemple, l'obligation devrait être faite à tous les cantons de disposer, selon leur importance, d'un service de renseignements digne de ce nom et exiger une formation commune plus poussée sous votre direction?

H. Gerber

Die Spionagetätigkeit hat zugenommen, was auch aus der Zunahme der Zahl ausländischer Funktionäre mit nachrichtendienstlichen Aufgaben ersichtlich ist. Wir sehen allerdings nur die Spitze eines Eisberges. Doch kann gesagt werden, dass die Spionagetätigkeit gewisser Länder in der Schweiz sehr intensiv ist. Dass auch die Zahl der aufgedeckten Spionagefälle zugenommen hat, beweist dagegen nicht, dass mehr Spionage betrieben wird: es könnte ja auch bedeuten, dass wir besser arbeiten - oder mehr Glück haben. Die Spionage hat sich, wie schon erwähnt, auf den wirtschaftlichen Bereich - inklusive Rüstung - verlagert, wobei der militärische Sektor natürlich interessant bleibt.

Die Grundstruktur des Abwehrsystems ist in Ordnung - dies zu prüfen, war eine der Aufgaben bei meinem Amtsantritt - , wobei Detailverbesserungen möglich sind. Die Tatsache, dass der Polizist an Ort die Gegebenheiten kennt und demzufolge besser arbeitet, spricht für die Dezentralisation.

Die kantonalen Nachrichtendienste funktionieren gut, es sind fast durchwegs gute Leute im Einsatz. Die Ausbildung dieser Beamten gewährleistet, dass überall gleich gearbeitet wird. Aber auch hier sind Verbesserungen möglich und nötig.

Die Prioritätensetzung bereitet uns tatsächlich immer wieder Sorgen. Der Kanton Bern ist dafür ein extremes Beispiel: ist im Jura etwas los, dann ist das kantonale Polizeikorps in vielen Bereichen blockiert - wenn auch nicht in dem Sinne, dass Nachrichtendienstleute als Grenadiere im Jura eingesetzt würden. Theoretisch ist es möglich, dass ein Kanton mit dem Hinweis auf seine eigenen Schwierigkeiten uns eine Absage erteilt; in der Praxis jedoch findet sich immer ein Weg, weil der Chef der Bupo und die Chefs der kantonalen Korps sehr gut zusammenarbeiten. Da in den Kantonen zumindest vordergründig der Verkehrspolizei die politische Priorität zukommt, entsteht möglicherweise der Eindruck, dass der Nachrichtendienst etwas zu kurz kommt. Das sollte aber nicht so sein.

Für den Staatsschutz stehen zu wenig Mittel zur Verfügung. Die in unserer schriftlichen Stellungnahme formulierten Bedürfnisse sind alle gleich wichtig. Bereits im November fanden mehrere interne Besprechungen über die sich im Anschluss an den Fall Jeanmaire aufdrängenden Verstärkungen statt; im Papier sind nur jene Punkte aufgeführt, die absolut notwendig sind. In bezug beispielsweise auf die Wünschbarkeit zusätzlicher Uebersetzer stellt sich weniger ein finanzielles Problem denn das Problem, überhaupt geeignete Leute zu finden.

Die Entschädigungen an die Kantone richten sich nach den Leistungen und der Bedeutung der Arbeit des betreffenden Kantons. Eine Erhöhung dieser Entschädigungen könnte allenfalls mit der Auflage verbunden werden, mehr Mittel für den Nachrichtendienst einzusetzen. Der Sicherheitsdienst der Armee kann die Bundespolizei in Friedenszeiten deshalb nicht wesentlich entlasten, weil sich der Sicherheitsdienst im wesentlichen aus Angehörigen der kantonalen Nachrichtendienste und der Bundespolizei zusammensetzt.

In Zürich werden die Ueberwachungsequipen neuerdings durch Angehörige der Kriminalpolizei verstärkt. Nachrichtendienstleute und Kriminalpolizisten haben zwar eine ungefähr gleiche Grundausbildung, aber Ueberwachungen der Nachrichtendienste sind anders aufgebaut als bei der Kripo, so dass die gegenseitigen Austauschmöglichkeiten beschränkt sind.

H. Amstein

Ich erachte es als eine meiner Hauptaufgaben, eine optimale Zusammenarbeit mit den kantonalen Polizeikommandanten aufzubauen. Die kantonalen Nachrichtendienste unterscheiden sich in personeller Hinsicht entsprechend den in den Kantonen anfallenden Aufgaben. Mir ist kein Fall bekannt, dass ein kantonaler Polizeichef auf unser Begehren hin keine Leute hätte zur Verfügung stellen können für Spionageüberwachungen - auf andern Gebieten wie z. B. der ständigen Bewachung diplomatischer Missionen kann dies allerdings

vorkommen. Insofern kann gesagt werden, dass es keine Schwierigkeiten in der Prioritätensetzung gibt. Seit Jahren sind wir bestrebt, deutlich zu machen, dass der kantonale Nachrichtendienst innerhalb der Kantonspolizei kein Eigenleben führen sollte, sondern eng mit der Kriminal- und Verkehrspolizei zusammenarbeiten muss. Fortschritte wurden erzielt.

Die Entschädigungen an die Kantone betragen 1976 gesamthaft 776'300 Franken. Nach Kantonen aufgeschlüsselt (Auswahl):

Genf	60'000.-	(rund 30 Nachrichtendienstleute)
Zürich (Kanton)	81'000.-	
Zürich (Stadt)	22'000.-	(rund 50 Nachrichtendienstleute)
Freiburg	27'000.-	
Neuenburg	13'000.-	
Bern (Kanton)	265'000.-	

Bern-Stadt erhält 1977 aufgrund eines Separatabkommens mit dem Bund für sämtliche Polizeiaufgaben (inkl. Staatsschutzaufgaben) auf dem Platz Bern 1,2 Mio Franken (1976: 800'000.-).

Der Ausbildung wurde seit jeher grosse Aufmerksamkeit gewidmet. Die Schweiz besitzt - im Gegensatz zu grossen Staaten - keine eigene, d. h. eidgenössische Polizeischule für Staatsschutzbeamte. Die kantonalen Nachrichtendienstleute werden aufgrund eines Standardprogramms in einem einwöchigen Kurs ausgebildet. Die Ausbildung der Bundespolizei erfolgt anhand konkreter Fälle, wozu Auslandsaufenthalte kommen. Auch hier bestehen wesentliche Lücken, weshalb ein vollamtlicher Ausbildungschef eingesetzt werden sollte.

Sicherheitsdienst der Armee: Teile dieses Sicherheitsdienstes werden auch in Friedenszeiten für besondere Uebungen beispielsweise der Grenz- oder Festungsbrigaden eingesetzt, bei denen der Frage der Spionageabwehr besondere Bedeutung zukommt. Auch bei Truppen- oder Mobilmachungsübungen grosser Verbände bringt ein solcher Einsatz der Bundespolizei eine gewisse Entlastung. Laut Bundesratsbeschluss über den Sicherheitsdienst der Armee (Art. 7 Abs. 2) kann der Sicherheitsdienst durch das EMD in Friedenszeiten aufgeboten werden "zu besonderen Dienstleistungen sowie Ermittlungen", wobei die Bundespolizei, als sie diese Möglichkeit seinerzeit beantragte, an eine regionale Verstärkung bei weitläufigen Fahndungen dachte. In der Praxis werden wegen mangelnder Ortskunde gewisse Schwierigkeiten auftauchen. Um zu prüfen, ob ein solcher Einsatz eine tatsächliche Entlastung der Bundespolizei bringen könnte, wird demnächst eine entsprechende Uebung durchgeführt.

M. Riesen

Cette indemnité de 776'300 francs environ versée par la Confédération pour l'ensemble de la Suisse me paraît dérisoire, si l'on tient compte des services réellement fournis par les polices cantonales.

H. Gerber

Die Entschädigungen sind in der Tat sehr gering. Die Polizeihöhe liegt jedoch primär bei den Kantonen. Die Entschädigungen, die auf einem Kreisschreiben des Bundesrates aus dem Jahre 1888 beruhen, sind heute eher als ein Ansporn an die Kantone gedacht, einen Nachrichtendienst aufrechtzuerhalten. (Sie müssen auch ohne dies - in Erfüllung der Rechtshilfepflicht - Aufgaben in diesem Bereich übernehmen). Wir meinen denn auch, es sei zu prüfen, ob diese Beiträge erhöht werden sollten.

H. Andermatt

Der Wunsch nach einer Verstärkung sowohl der Bundes- wie auch der Kantonspolizei bringt uns unweigerlich in Konflikt mit einem andern populären Postulat, das da lautet: möglichst wenig Polizei, wenig Ueberwachung etc. Wie soll dem Bürger klar gemacht werden, dass angesichts der wachsenden Kriminalität, der Zunahme der Spionagetätigkeit und des Terrorismus mehr Staatsschutz notwendig ist? Vielleicht fiel es uns leichter, wenn die Resultate der Spionageabwehr besser sichtbar gemacht würden.

H. Gerber

Ein Kriminalpolizist erfährt früher oder später aus der Zeitung wie "sein" Fall abgeschlossen wurde; die Erfolge eines Nachrichtendienstmannes werden dagegen kaum publik (häufig können Spionageabwehrfälle auch gar nicht zu einem - sichtbaren - Abschluss gebracht werden); er wird lediglich intern, z. B. mittels den Quartalsberichten der Bundespolizei, orientiert.

Zur Frage der Veröffentlichungspraxis allgemein: In den letzten drei Jahren wurden von 13 Fällen 4 Fälle nicht publik, ein Fall gelangte im Rahmen eines gerichtlichen Urteils an die Öffentlichkeit; bei zwei Fällen erhob das EPD gegen die Veröffentlichung aus durchaus verständlichen Gründen Einsprache. Einer allfälligen Veröffentlichung geht immer eine allseitige Interessenabwägung voraus. Viele Fälle können nicht mit der Erklärung zur "persona non grata" oder gar mit einem Gerichtsurteil erledigt werden. Die Schweiz ist ein Begegnungsort vieler Spione; sobald wir von

verdächtigen Begegnungen erfahren, wird eine Ueberwachung angeordnet - falls gegen die Schweiz spioniert wird oder es sich um eine militärische Spionagetätigkeit zum Nachteil eines andern Landes handelt. Andere Formen der Spionage auf Schweizergebiet zum Nachteil ausländischer Staaten sind nicht strafbar.

Die Meldungen über die von Herrn Riesen erwähnten Picnic-Treffen wurden überprüft; die Abklärungen ergaben nichts Verdächtiges.

Die Verstärkung der Polizei ist tatsächlich problematisch; die Bevölkerung wehrt sich gegen alles, was nach Polizeistaat aussieht. Andererseits wird beispielsweise in Zürich die Lage auf dem Gebiet der Kriminalität allmählich bedrohlich, und die Polizei sieht sich vor grosse Probleme gestellt.

H. Amstein

Ergänzungen zur Beantwortung der Frage 3.2: Zur Entstehung der Vorschriften des EJPD vom 29.4.1958 über die Erteilung von Auskünften des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft an ausländische Amtsstellen: Die Bundesanwaltschaft hatte schon vor Bestehen der Bundespolizei gewisse Verbindungen mit dem Ausland. Deren Problematik zeigte sich 1958 im Zusammenhang mit dem Fall Dubois, weshalb sich der Bundesrat veranlasst sah, zusammen mit dem Bundesratsbeschluss über die Bundespolizei Vorschriften über den Verkehr mit dem Ausland zu erlassen und damit die langjährige Praxis der Bundesanwaltschaft zu kodifizieren. Die Vorschriften wurden dem Parlament in einem Bericht des Bundesrates vom 23. August 1958 zur Kenntnis gebracht und vom Parlament genehmigt.

Auslandverbindungen sind in dem Sinne abzusichern, dass sämtliche Informationen aus dem Ausland ebenso wie eventuelle Auskünfte oder Anfragen unsererseits schriftlich festzuhalten und in der Zentrale zu registrieren sind. Verantwortlich für den Verkehr mit ausländischen Amtsstellen ist der Chef der Bundespolizei. Beamten, die an seiner Stelle Auskunft erteilen dürfen, können dies nur aufgrund einer schriftlichen Vollmacht und im Rahmen der Vorschriften tun. Dabei müssen sie für jede Besprechung eine schriftliche Notiz zuhanden des Kommissariates IV ausfertigen.

Kontakte bestehen mit europäischen Diensten, mit den Diensten der USA und Israels (mit letzterem vor allem auf dem Gebiete der Terrorbekämpfung; das Schwergewicht der Kontakte mit den europäischen Diensten hat sich in den letzten Jahren ebenfalls auf die Terrorbekämpfung verlagert). Wir sind überdies Mitglied eines Verbundsystems unter 9 europäischen Staaten, die sich regelmässig treffen, um die sich stellenden Probleme zu besprechen und Erfahrungen austauschen. Als sehr wertvoll erweist sich ferner die Möglichkeit, unsere Leute zu Studienzwecken in ausländische Dienste zu schicken.

Bei Erlass der Vorschriften wurde auch die Frage der Neutralität sorgfältig geprüft (vgl. Ziff. 2 c der Vorschriften). Bei Auskünften über Schweizer Bürger und als politische Flüchtlinge anerkannte Ausländer wahren wir grösste Zurückhaltung.

Le Président

Quelles seraient approximativement les sommes nécessaires pour améliorer notre capacité de surveillance des ondes radio? Est-ce que les installations techniques à votre disposition pour cette tâche sont adaptées à l'évolution?

H. Gerber

Die technische Ausrüstung ist gut. Das Problem liegt bei der Funküberwachung. Funküberwachung hiesse alle Blindsendungen aus dem Osten abzuhören, ob sie nun für die Schweiz bestimmt sind oder nicht. Die Bundesanwaltschaft selbst kann dies nicht tun; sie benützt jedoch das Potential der PTT. Diese Zusammenarbeit spielt an sich gut; die Funküberwachung der PTT könnte aber noch verbessert werden, wenn mehr Mittel zur Verfügung stünden (Grössenordnung: 500'000 Franken). Eine solche Verbesserung bedingte aber gleichzeitig einen Ausbau des Auswertungsdienstes der Bundesanwaltschaft. Eine umfassende Funküberwachung können sich allerdings nur grosse Staaten leisten.

M. Riesen

Est-ce que la couverture des responsabilités est maintenant mieux assurée qu'elle ne l'était du temps de l'affaire Dubois (ancien procureur)?

H. Gerber

Eine Wiederholung des Falles Dubois ist kaum möglich. Es ist primär eine Frage der Persönlichkeit, ob man seine Grenzen kennt oder nicht. Der Ermessungsspielraum ist recht gross. H. Dubois ist eindeutig zu weit gegangen, indem er dem französischen Dienst Informationen gab, die nachrichtendienstlich-strafrechtlich erfassbar sind. Das bewog das Parlament seinerzeit, die Verantwortung für Auslandsbeziehungen dem Chef der Bundespolizei zu übertragen; der Bundesanwalt befasst sich damit selbst nicht.

H. Amstein

Unsere Funktionäre werden immer wieder auf die Rechte und Pflichten und die Grenzen der Auslandbeziehungen aufmerksam gemacht. Sie müssen mir alle Auskünfte usw. schriftlich bestätigen; eine mündliche Orientierung genügt nicht. Wer diese Weisung missachtet, wird zur Rechenschaft gezogen.

In gewisser Hinsicht besteht ein Unterschied zwischen dem militärischen Bereich des Informationsdienstes und unserem Bereich. Unser Bereich ist wie folgt umschrieben: Der Informationsdienst bezweckt die Beschaffung von Nachrichten über Handlungen und Umtriebe von Personen und Bewegungen, die geeignet sind, die innere und äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft zu gefährden.

H. Egli-Sursee

Welche Länder (Ländergruppen) waren bei den unter Punkt 1.5 erwähnten Spionagefällen, die aufgedeckt, aber nicht bekannt gegeben wurden, beteiligt? Weshalb hat das EPD einer Bekanntgabe opponiert? Wer entscheidet letztlich über eine Veröffentlichung?

Wer klassifiziert die Rapporte über Besuche schweizerischer Offiziere bei ausländischen Truppen; nach welchen Kriterien wird klassifiziert?

H. Gerber

Fälle aus dem Westen: Von 1966 bis 1976 wurden 8 Spionagefälle erledigt; davon wurden 3 Fälle nicht publiziert; in einem Fall wurde nur eine Verwarnung ausgesprochen, die beiden andern Fälle wurden durch ein Urteil des Divisionsgerichtes 11 erledigt - es entzieht sich meiner Kenntnis, ob sie im Rahmen des gerichtlichen Verfahrens publik wurden.

Fälle aus dem Osten: Aus der Aufstellung, die aus der Zeit vor meinem Amtsantritt datiert, lässt sich nicht herauslesen, wer gegen eine Bekanntgabe opponierte.

Der Entscheid über eine allfällige Veröffentlichung hängt davon ab, wer den Fall erledigt. Gemäss eines Bundesratsbeschlusses aus dem Jahre 1970 sind wir verpflichtet, in solchen Fällen mit dem EPD Fühlung aufzunehmen. Wenn die Erledigung eines Falles in der Kompetenz der Bundesanwaltschaft liegt, lassen wir uns - überzeugende Gründe ausgenommen - nicht vom EPD beeinflussen. Bei Fällen, in denen der Gesamtbundesrat entscheidet, hat das EPD nicht mehr Gewicht als die andern Departemente.

Persönlich bin ich der Meinung, es sollte vermehrt publiziert werden. Aussenpolitische Gesichtspunkte darf und kann ich in der Regel nicht berücksichtigen; ich habe jedoch ein gewisses Verständnis dafür.

H. Egli

Was verstehen Sie unter "bekanntgeben"? Bedeutet "nicht bekanntgeben" totales Stillschweigen über einen aufgedeckten Spionagefall oder sollen lediglich die Einzelheiten (Namen, Hintergründe, Gegenstand) nicht bekanntgegeben werden? Ist Ihre Feststellung im schriftlichen Bericht, "mehrheitlich" werde auf Wunsch des EPD nicht orientiert, nicht etwas zu hart, zu absolut?

Le Président

Avez-vous connaissance de cas qui auraient été publiés, dont la presse se serait emparée, et qui auraient entraîné de ce fait des mesures de rétorsion pour la Suisse ou pour les Suisses à l'étranger?

H. Gerber

Es ist durchaus möglich, dass ein Fall von der Bundesverwaltung zwar nicht publiziert, aber später im Rahmen eines gerichtlichen Verfahrens bekannt wird. Die Aeusserungen in der schriftlichen Stellungnahme treffen zu. In bezug auf Fälle, die vor meiner Amtszeit aufgedeckt wurden, kann Sie H. Amstein besser orientieren. Seit meinem Amtsantritt hat mit einer Ausnahme immer das EPD opponiert.

Die Klassifizierung von Rapporten über ausländische Truppenbesuche erfolgt durch den Verfasser. Dass einzelne Rapporte als "vertraulich" andere als "geheim" klassifiziert wurden, erklärt sich möglicherweise dadurch, dass der betreffende Besucher wichtige Einzelheiten nur unter der Bedingung der Geheimhaltung erfuhr.

H. Amstein

Retorsionsmassnahmen zum Nachteil der Schweiz wurden, soviel mir bekannt ist, ausser beim Fall Malek nur in einem einzigen Fall von den Russen ergriffen, der aber bereits rund 17 Jahre zurückliegt.

M. Genoud

Il faut penser aussi aux mesures de rétorsion économique qui peuvent se pratiquer surtout par des pouvoirs personnels très forts. Le cas de l'Iran est significatif. Ce pays a manifesté l'intention de rompre les relations avec des entreprises suisses, peut-être même de rompre des contrats en cours de livraison.

H. Gerber

Es scheint, dass im Falle der S/VAK der Schah sich sehr beleidigt zeigte und dies auch Auswirkungen hatte. Insofern ist die Haltung des EPD verständlich. Andererseits ist zu bedenken, dass, wenn der Fall Malek nicht bekanntgegeben worden wäre, wir ebenso - nur von einer andern Seite - kritisiert worden wären. Es gilt, von Fall zu Fall die Interessen sorgfältig gegeneinander abzuwägen.

M. Genoud

Le fait d'avoir de bonnes relations économiques avec un pays ne doit pas nous conduire à traiter différemment les problèmes que nous évoquons ici. Cependant, compte tenu des conséquences possibles, la question de la publicité doit être examinée minutieusement dans chaque cas.

Le Président

Si le public avait connaissance d'un plus grand nombre de cas d'espionnage découverts dans notre pays, il manifesterait peut-être aussi plus de compréhension pour les demandes que nous présenterons en vue de renforcer l'efficacité des services de la police fédérale.

H. Gerber

Ich kann Sie versichern, dass in nächster Zeit, höhere Gewalt vorbehalten, alle Fälle publiziert werden.

Im Falle Jeanmaire habe ich den Entscheid für die Veröffentlichung getroffen. Dabei wurde von keiner Seite irgendwelche Opposition erhoben.

La séance est levée à 12 h 30.

Reprise de la séance à 14 h 15.

Le Président souhaite la bienvenue à M. le divisionnaire Weidenmann et le remercie d'avoir bien voulu répondre à l'invitation de la sous-commission pour la séance de ce jour.

Notre document de travail est le questionnaire écrit du 18 mars 1977. Les questions 2.1, 3.3 et 3.4 nous intéressent spécialement. D'autres questions pourront être posées au cours de la discussion.

H. Weidenmann

Ich nehme an, dass die Fragen aufgrund des Briefes von Nationalrat Alder (Anhang III zum Protokoll vom 13./14. Januar 1977) gestellt wurden, der sich seinerseits auf den Brief eines anonymen Offiziers stützt. Weder H. Alder noch der anonyme Offizier haben den im Dienstreglement vorgeschriebenen Weg beschritten. Dieses Verhalten untergräbt das Vertrauensverhältnis, wie es innerhalb einer so empfindlichen Organisation wie dem Nachrichtendienst von entscheidender Bedeutung ist. H. Alder hat mich erst am 18. Februar 1977 mit drei weiteren Offizieren aufgesucht, um seiner Sorge über das Ungenügen des schweizerischen Nachrichtendienstes Ausdruck zu geben. Während zweier Stunden habe ich versucht, die Herren zu beruhigen, indem ich ihnen zusätzliche Informationen über den Nachrichtendienst gab. Nachdem ich inzwischen durch das Protokoll erfahren habe, was H. Alder unternommen hatte, ist mir klar geworden, warum sich meine Besucher nicht überzeugen lassen konnten.

In dem Brief des anonymen Offiziers wird gesagt, die Leitung des AND hätten seit Kriegsende immer Instruktooren innegehabt; der AND erfülle in keiner Weise seine Funktion und sei nicht kriegstüchtig. Dazu ist folgendes zu sagen:

Die Leitung des AND gehört keineswegs zu den Instruktoorenposten. Aus den Weisungen für die Auswahl von leitenden Mitarbeitern des Stabes GGST geht hervor, dass alle Chefposten der Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr durch Milizoffiziere besetzt werden können. Allerdings ist es erwünscht, dass die Chefs der Abteilung Nachrichtendienst und der Sektionen Beschaffung, Auswertung und Spezialdienst Instruktoorenoffiziere sind. Oberst, später Brigadier Musy hat vom 1.1.1962 bis 30.9.1963 die Nachrichtensektion und vom 1.10.1963 bis 7.9.1967 die Unterabteilung Nachrichtendienst und Abwehr geleitet, Oberst i. Gst Chabloz vom 2.10.1967 bis 31.8.1971 die Nachrichtensektion. Die Behauptung des anonymen Offiziers ist somit falsch. Dieser rechnet damit, dass das EMD bei den Auskünften sehr renitent sein werde. Auch dies trifft nicht zu. Ich werde Ihnen auf alle Fragen nach bestem Willen und Gewissen Auskunft geben. Gerne tue ich es allerdings nicht, denn Sie erhalten dadurch

Kenntnis von Dingen, die Sie besser nicht wüssten. Aber auch ein Teil der Verantwortung geht dadurch auf Sie über, denn ich werde in Zukunft sagen können: Ausgewählte Mitglieder des Parlaments hatten davon Kenntnis. Im Zusammenhang mit dem teilweise geheimen Charakter meiner Ausführungen zitiere ich folgendes Schreiben des Chefs der Sektion Beschaffung:

"Da durch die Beantwortung der Fragen der Quellenschutz bezüglich benachbarter Dienste, der von uns seinerzeit als ständige Verpflichtung eingegangen wurde, weitgehendst aufgehoben bzw. in gravierender Art und Weise missachtet wird, beantrage ich, dass anlässlich des oder der Hearings allenfalls nur einem möglichst kleinen Teilnehmerkreis und in möglichst restriktiver Art Auskunft erteilt wird."

An letzteres werde ich mich nicht halten; Sie werden alles erfahren, was Sie wissen wollen.

Zur Effizienz des AND: Verglichen mit ausländischen Diensten, die über weit grössere personelle und materielle Mittel verfügen, muss ich mit aller Entschiedenheit festhalten, dass sich die Leistungen des AND sehen lassen dürfen. Die Behauptung der Insuffizienz des AND kann z. T. daher rühren, dass seine Ergebnisse aus Gründen der Geheimhaltung, des Quellenschutzes und vielleicht auch der politischen Opportunität nur einem kleinen Kreise bekanntgemacht werden können. In Kenntnis der beschränkten personellen Mittel hat man sich im AND bereits vor der Reorganisation auf zwei Schwerpunkte konzentriert. Man verfolgt die aktuelle Lage in einem täglichen Lagerbericht, in dem die eingegangenen Meldungen gesichtet werden und über die Ergebnisse der Grobauswertung der am Vortage eingegangenen Meldungen referiert wird. Die Ergebnisse der Lageberichte werden in wöchentlichen Berichten zusammengefasst und der Armeespitze bekanntgegeben. Nötigenfalls werden Spezialberichte zu einzelnen Sonderproblemen und Krisenherden erstellt. Rückblickend auf das Jahr 1976 kann man feststellen, dass wir die aktuelle Lageentwicklung gut im Griff hatten und insbesondere in der Beurteilung der Libanonkrise oft besser informiert waren als ausländische Dienste.

Der AND ist personell unterdotiert, speziell innerhalb der Sektion Auswertung, weshalb man sich auf die Erstellung eines Grundlagendokumentes Ost-West beschränkt, das à jour gehalten und bis Stufe AK abgegeben wird. Mit dieser Dokumentation wird es möglich, Veränderungen rasch weiterzugeben. Zur Zeit wird die Frage geprüft, ob der Kreis der Empfänger erweitert werden kann. Wir besitzen daneben Reglemente (Eigenproduktion) über ausländische Streitkräfte. Aufgrund des Erfahrungsaustausches mit ausländischen Diensten konnten wir feststellen, dass unsere Beamten über ein

grösseres Wissen verfügen und in ihren Analysen und Beurteilungen meist ausgewogener und umfassender arbeiten als die ausländischen Sachbearbeiter, die in einem ausgesprochenen Spezialistentum hochgezüchtet wurden. Die Qualität eines Nachrichtendienstes nimmt also nicht proportional zu seiner Grösse und seinem Umfang zu.

Folgende Dokumentationen können von Ihnen eingesehen werden:

Grundlegendokumentation Ost und West mit Doktrin, Gliederungen, Darstellung der Ordres de bataille; Illustrationen, technische Aufgaben, etc. über die US-Streitkräfte, über unsere Nachbarstaaten Frankreich, Bundesrepublik Deutschland, Oesterreich und Italien, über Grossbritannien sowie über die sowjetischen Streitkräfte; Dokumentation über die Warschauerpakt-Staaten inkl. Kriegsmaterial; Dokumentation über Krisenherde (Libanon, Angola, Sahara, Aethiopien; Wochenbericht über Gerüchte einer Mobilmachungsmassnahme in der DDR).

Zusammenarbeit mit den zivilen Nachrichtendiensten: Die Zusammenarbeit mit der Bundespolizei spielt sehr gut. Aufgrund der Personalunion Chef Bupo / Chef Abwehr ist der persönliche Kontakt sehr eng. Die Idee der Personalunion basiert auf den Erfahrungen aus dem Zweiten Weltkrieg, als die Bupo Leute verhaftete, die für den Nachrichtendienst gearbeitet haben. - Auch im Falle Jeanmaire hat die Zusammenarbeit gut funktioniert.

M. Riesen

Que se passerait-il si cette union personnelle était rendue difficile par suite d'incompatibilités entre les fonctionnaires?

M. Genoud

Peut-on envisager une certaine institutionnalisation de cette union personnelle si un jour les bonnes relations qui existent actuellement, ne pouvaient plus être assurées naturellement et automatiquement?

H. Weidenmann

Schwierigkeiten sollten durch eine geschickte Auswahl der Leute vermieden werden können. Der Chef Bupo muss nicht notwendigerweise Generalstabsobersst sein; er muss Offizier sein.

Wie weit die Personalunion institutionalisiert ist, weiss ich nicht. Im Einvernehmen mit dem Bundesanwalt und dem Generalstabschef dürfte eine gewisse Einflussnahme sichergestellt sein.

Le Président

Le but de notre commission étant d'essayer de profiter du climat politique créé par l'affaire Jeanmaire pour tenter d'améliorer les services de renseignements et la police fédérale, avez-vous des propositions précises à faire dans ce sens?

H. Weidenmann

Vorgesehen ist eine geringe Personalvermehrung in der Abteilung Abwehr (1 - 2 Personen) mittels internen Verschiebungen. Da der Sicherheitsdienst der Armee nur in Kriegszeiten eingesetzt wird, geht es im Frieden darum, die Leute auszubilden, einen normalen Bürobetrieb sowie für den Fall eines Vorkommnisses innerhalb der Armee die Leitung sicherzustellen.

Le Président

On a parlé ce matin de certaines tâches qui auraient dû être exécutées par les services de contre-espionnage et qui ont été remises à la police criminelle par exemple, faute de personnel.

H. Weidenmann

Dass die Funktionen kumuliert sind, stimmt, ist aber nicht so gravierend. Denn der Sicherheitsdienst der Armee ist grundsätzlich nur bei einer Verschärfung der Situation aktiv. Im Frieden wird er dann eingesetzt, wenn die Bundespolizei die Aufgabe nicht mit ihren Leuten lösen kann; in diesem Fall wird man auf Teile des Sicherheitsdienstes zurückgreifen. Im Falle einer Kriegsmobilmachung fallen einige der normalen Aufgaben der Polizei dahin bzw. werden von der Armee übernommen.

Die Ausbildung, die im Sicherheitsdienst der Armee vermittelt wird, ist sehr wertvoll auch für die kantonalen und kommunalen Korps, die Angehörige im Sicherheitsdienst haben. Darüber hinaus stellen wir den zivilen Polizeikorps das Material zur Verfügung. Im Sicherheitsdienst befinden sich neben Angehörigen der kantonalen und kommunalen Polizeikorps auch Gerichtspersonen, so dass im Kriegsfall der zivilen Polizei nicht alle 350 Personen entzogen werden müssten.

M. Riesen

On peut envisager les activités de notre service de contre-espionnage de deux manières:

- 1^o Ecouter et enregistrer en permanence toutes les émissions radiophoniques provenant d'un point quelconque du globe,

2° Travailler avec un certain dilettantisme, faire ce que l'on peut avec les moyens disponibles, procéder par sondages.

Y a-t-il entre ces deux extrêmes, un système qui pourrait nous servir mieux que ce que nous avons actuellement?

H. Weidenmann

Die Bundesanwaltschaft ist speziell an Agentensendungen interessiert, die PTT verfolgt Sendungen der diplomatischen Missionen, während sich unser Interesse auf - zum Teil ebenfalls kodierte - Sendungen richtet, die das sowjetische Oberkommando in Moskau mit den Satellitenstaaten austauscht und die z. B. Informationen über strategische Netze, Luftwaffe und Heer enthalten. Gewisse Aufklärungsbereiche werden mit den eigenen Mitteln dauernd abgedeckt, andere Bereiche nur zeitlich beschränkt. Sobald eine Situation kritisch wird, können wir zusätzliches Personal anbieten. Indem wir uns auf das für uns wesentliche beschränken, behalten wir uns auch vor, Schwerpunkte zu setzen. Die Ausführung besorgt aufgrund unserer Aufträge ein Organ, das nicht mir untersteht.

Es gibt gewisse Regeln und Eigenheiten, aufgrund derer ein geübter Fachmann Sendungen relativ rasch unterscheiden und einordnen kann; bei chiffrierten Sendungen ist die Sache allerdings schwieriger. Allein schon die Zunahme von Sendungen kann unter gewissen Voraussetzungen jedoch ein Indiz darstellen, ebenso Funkstille während einer gewissen Zeit.

Die technischen Einrichtungen werden laufend verbessert. Weitere Anstrengungen sind unabdingbar. Mit 14 Mann ist unser elektronischer Aufklärungsdienst (Abt. für Uebermittlungstruppen) nur gering dotiert, wie folgende Zahlen aus dem Ausland zeigen: Schweden hat 400 - 600 Personen, Oesterreich 350, Frankreich knapp 1000, Italien 800 und die BRD 1100 Personen eingesetzt.

Auf Fragen der HH. Riesen, Andermatt und Egli: Diplomatische Missionen in der Schweiz müssen - ebenso wie die unsern im Ausland - eine Sendekonzession einholen. Solche Konzessionen werden normalerweise erteilt, vielfach auf Gegenseitigkeit. Die 14 Mann können, wie bereits erwähnt, in Krisenzeiten durch ziviles Personal ergänzt werden. Es ist vorgesehen, im Laufe der nächsten Jahre auf 120 Personen aufzustocken.

Bis zum israelisch-arabischen 6-Tage-Krieg arbeitete der AND lediglich während den normalen Bürozeiten. Heute besteht ein Pikettdienst rund um die Uhr.

M. Riesen

N'y aurait-il pas un intérêt pratique à centraliser toutes les écoutes radio?

H. Weidenmann

Das wäre allenfalls zu prüfen. Ich habe einen solchen Antrag nie gestellt, weil es mir in erster Linie um die Befriedigung der Bedürfnisse des AND ging. Die Leistungen der PTT sind für uns sehr wertvoll, aber nicht von wesentlicher Bedeutung; da wir uns vorab für militärische Belange des Ostblocks und des östlichen Mittelmeerraumes interessieren, erfordert dies auch eine gewisse militärische Ausbildung. Eine solche ist für den PTT-Dienst nicht erforderlich.

H. Eggenberg

Diese Dezentralisierung der Abhör-Stationen ist gefährlich: ein fremder Staat, der weiss, wie wir organisiert sind, kann doch entsprechend senden. Die von Hrn. Riesen aufgeworfene Frage sollte unbedingt geprüft werden.

Wem untersteht die Abteilung Presse und Funk? Wer macht dort was? Wie beurteilen Sie das Nachrichtendienst- und Abhörssystem?

H. Weidenmann

Die Kriegsabteilung Presse und Funkspruch, deren Arbeiten für uns sehr wertvoll sind und der Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr zur Verfügung gestellt werden, ist ein dem EJPD unterstellter Armeestabteil. Die Zusammenlegung der Abhördienste ist eine bestechende und prüfenswerte Idee. Die Gefahr, dass "falsche" Sendungen abgehört werden, ist gering. Die Details der Abhörtechnik sind mir nicht bekannt. Eines unserer grössten Probleme stellt die sehr schmale Peilbasis dar, die aus der Kleinräumigkeit der Schweiz herrührt.

Natürlich steht in der UNA nicht alles zum besten. Vieles wäre wünschbar, aber nur wenig ist wirklich notwendig. Da zusätzliches Personal zugeteilt werden wird, sind Verbesserungen möglich. Ich glaube sagen zu können, dass die UNA aufgrund ihrer Organisation und des personellen Ausbildungsstandes ihren Aufgaben gerecht wird.

H. Egli

Erhalten Sie von der PTT auch materielle Meldungen?

H. Weidenmann

Diese Meldungen kommen nicht zu mir, sondern nur ihr Endprodukt, die Auswertung sämtlicher Meldungen. Ich kann Ihnen daher nicht sagen, wie oft die PTT uns auch Informationen über den Inhalt abgehörter Sendungen zuleitet.

M. Riesen

Comment expliquer le fait que l'affaire Jeanmaire n'a pas été découverte par les services de contre-espionnage de l'armée?

H. Weidenmann

Es ist dies nicht eine Aufgabe der UNA. Aufgrund der klaren Kompetenzausscheidung verfügen wir nicht über die Quellen der Bundespolizei; ein Hinweis von aussen gelangt nicht unbedingt zu uns. Wäre im Falle Jeanmaire der Hinweis zuerst an mich gelangt, hätte ich ihn sofort und direkt dem Chef der Bundespolizei zugeleitet, worauf die Sache für mich erledigt gewesen wäre - es sei denn, man hätte bezüglich der weiteren Ueberwachung zusammengearbeitet. Das haben wir im Falle Jeanmaire auch tatsächlich getan; institutionalisiert ist eine solche Zusammenarbeit aber nicht.

H. Egli

Jeanmaire's Kontaktleute waren Agenten. Insofern handelte es sich nicht nur um einen Spionagefall, sondern ebensosehr um einen Abwehrfall.

H. Weidenmann

Ein ausländischer Diplomat oder auch ein Schweizer, der sich unerlaubten Praktiken hingibt, kommt nicht mit der UNA, sondern mit der Bundespolizei in Konflikt - also auch hier eine klare Kompetenzausscheidung -, was nicht heisst, dass wir einen Hinweis nicht weitergeben. Wir sind nur im Kriegsfall zuständig, und dann auch nur, wenn es sich um ein militärstrafrechtliches Delikt handelt.

M. Riesen

A mon avis, c'est faux de dire que Jeanmaire n'est qu'un traître. Il est à la fois un traître et un espion, dans la mesure où il a cherché à obtenir des informations qui ne lui étaient pas destinées.

H. Weidenmann

Die Lehre aus dem Fall Jeanmaire wird sein, das Personal und die

Kontakte der Angehörigen des EMD mit ausländischen Diplomaten inskünftig besser zu überprüfen. Ob Verrats- oder Spionagefall, ist eine Grundsatzfrage. Zu meiner Ehrenrettung sei gesagt, dass ich seit Jahren die These vertrete, es sei merkwürdig, dass in der Schweiz kein grosser Spionage- oder Verratsfall aufgedeckt worden ist. Die Annahme, die Schweiz sei für eine Spionagetätigkeit nicht interessant, kann zum vornherein ausgeschlossen werden: der Osten spioniert überall. Ist also unsere Abwehr entweder so inkompetent, dass ihr noch nie ein grosser Fisch ins Netz gegangen ist, oder ist der Fisch so gross und so gut plaziert, dass es nicht gelingt, an ihn heranzukommen? Leider war letzteres der Fall.

In Zukunft wird es nicht mehr so leicht sein, sich Informationen zu beschaffen, die einem nicht unbedingt zustehen: man ist kritischer geworden.

Le Président

Je dois vous rappeler que jusqu'à présent, d'après ce que l'on sait, rien ne permet de dire que l'affaire Jeanmaire est un cas d'espionnage.

H. Weidenmann

Zur Organisation der UNA: (vgl. Anhang)

Die Abteilung Nachrichtendienst ist auf den 1.1.1977 reorganisiert worden. Statt der Sektionen Auslandnachrichtendienst und Truppennachrichtendienst wurden die Sektionen Beschaffung und Auswertung/Verbreitung und neu die Stabsstelle Abteilung Nachrichtendienst geschaffen. Diese Reorganisation erlaubt eine wirkungsvollere Arbeit als in der Vergangenheit. Eine Erweiterung ist möglich. Des weitern wurde der Quellenschutz verbessert.

Neue Stellen sind vorgesehen für die Sektionen Beschaffung und Auswertung/Verbreitung sowie für die Sektion Spezialdienst.

Zu Pkt. 3.3: Neutralitätspolitische Aspekte der Geheimschutz-Ver einbarungen (solche bestehen mit Oesterreich, mit der BRD, Frank reich, Grossbritannien, Italien, den Niederlanden, Schweden und den USA). Die Schweiz, die sich zum Prinzip der immerwährenden Neutralität bekennt, hat zur Wahrung ihrer Souveränität und Unab hängigkeit bereits im Frieden die Pflicht, sich mit den für die Landesverteidigung erforderlichen Mitteln auszurüsten. Autarkie auf allen Gebieten der Rüstung ist für die Schweiz undenkbar und auch finanziell untragbar, da bekanntlich die Kosten für Forschung und Entwicklung von hochtechnisiertem militärischem Material

astronomische Höhen erreicht haben. Die Schweiz ist daher gezwungen, in fremden Staaten Rüstungsgüter einzukaufen. Sie kann dieses militärische Material nur aus Staaten beziehen, die gewillt sind, solches Material an die Schweiz zu verkaufen. Da das zu beschaffende militärische Material in der Regel auch in der Armee des fremden Staates Verwendung findet, wird verlangt, dass sich die Schweiz verpflichtet, die gelieferten, klassifizierten militärischen Materialien und Informationen gleich zu behandeln, wie wenn es eigene wären. Zur Sicherstellung der Rüstungsbedürfnisse sieht sich daher die Schweiz veranlasst, mit fremden Staaten sogenannte Geheimschutz-Vereinbarungen auf bilateraler Ebene zu unterzeichnen. Wichtig ist in diesem Zusammenhang, dass in solchen Verträgen, die in der Regel zwischen den Sicherheitsbehörden der jeweiligen Länder abgeschlossen werden, jedes Kontrollrecht auf dem Gebiete des andern Vertragsstaates ausgeschlossen wird. Ferner muss sich die Schweiz jeweils auch im Hinblick auf das Bekenntnis zur immerwährenden Neutralität in solchen Verträgen davor schützen, dass klassifiziertes militärisches Material und Informationen ohne ihre ausdrückliche Zustimmung an Drittstaaten gelangen können. Mit dieser Klausel soll verhindert werden, dass klassifiziertes militärisches Material und Informationen solchen Drittstaaten zugänglich werden, die sich im Kriegszustand befinden. Selbstverständlich findet bei allen Geheimschutz-Vereinbarungen das Prinzip der Reziprozität Anwendung.

NATO: Auf der Stufe Nachrichtendienst besteht keine Zusammenarbeit mit der NATO. Der jetzige NATO-Nachrichtenchef ist ein alter Freund von mir; ich lernte ihn kennen, als er noch Chef des dänischen Nachrichtendienstes war. Seit er NATO-Nachrichtenchef ist, habe ich jeglichen Kontakt mit ihm abgebrochen. Wie vorsichtig wir auch den geringsten Anschein einer Zusammenarbeit mit der NATO vermeiden, zeigt ferner die Tatsache, dass aus der NATO-eigenen Buchhandlung in Brüssel - vergleichbar mit der EDMZ - keine Bücher, Zeitschriften usw. bezogen werden dürfen.

Die Aussage von Divisionär Feldmann, der Fall Jeanmaire habe nachrichtendienstlich verschiedene Türen bei den NATO-Staaten geschlossen, beruht, wie ich vermute, auf der Tatsache, dass unmittelbar nach der Verhaftung Jeanmaires befreundete Nachrichtendienste sich bei uns erkundigten, ob Jeanmaire auch sie direkt betreffende Dinge verraten habe. Aufgrund einer nochmaligen Prüfung kam der Chef der Sektion Beschaffung zu folgendem Schluss: "Im Rahmen der Nachrichtenbeschaffung ist nach heutigem Erkenntnisstand keine Änderung der Haltung der NATO-Staaten uns gegenüber feststellbar, die direkt oder indirekt mit dem Fall Jeanmaire in Zusammenhang gebracht werden könnte."

Auf die Frage von Hrn. Egli: Der Sektion Auswertung und Verbreitung kommen hierüber keine Nachrichten zu. Deshalb kann sie auch nichts über eine allfällige Reaktion aussagen.

M. Riesen

Comment peut-on dire que nous n'entretiens aucune relation avec l'OTAN alors que nous en avons avec les Etats-Unis, principal partenaire de l'OTAN?

H. Weidenmann

Wir arbeiten mit einzelnen NATO-Staaten, also bilateral, zusammen - im Falle der USA ist eine Zusammenarbeit unabdingbar -, aber nicht mit der NATO als solcher.

Zu Pkt. 3.4: Ausser mit den Nachrichtendiensten von NATO-Staaten haben wir auch Kontakt mit jenen der Neutralen und von Blockfreien. Wichtig ist, möglichst viele Kontakte zu pflegen, damit möglichst viele Meinungen eingehen. Bei alledem gilt das Prinzip, dass, was man von einem befreundeten Staat erfährt, nicht an Drittstaaten weitergegeben werden darf. Weitergegeben werden dürfen nur sogenannte Devisen, d. h. Dinge, die man selbst erarbeitet hat.

Kontakte zu Oststaaten: Oberflächliche Kontakte bestehen mit dem jugoslawischen und dem polnischen Nachrichtendienst, während der Kontakt mit dem rumänischen Nachrichtendienstchef auch menschlich sehr eng ist (es fanden Besuche und Gegenbesuche statt). Dieser Kontakt, den ich fortsetzen werde, hat sich vor allem im Yom Kipur-Krieg sehr positiv ausgewirkt: Als damals alarmierende Meldungen über eine Mobilisierung der Warschauerpakt-Staaten kursierten, versicherte mir der rumänische ND-Chef via den schweizerischen Militärattaché in Wien, diese Meldungen würden nicht zutreffen. Das erwies sich später denn auch als richtig.

Nachrichtendienstlich wird nichts ausgetauscht; über die NATO wird mit den Oststaaten nicht gesprochen, das ist absolut tabu. Im übrigen werden meine Kontakte mit Rumänien von westlichen Nachrichtendiensten sehr geschätzt.

Auf eine Frage von Hrn. Egli: Mit befreundeten Diensten von NATO-Staaten werden Lagebeurteilungen ausgetauscht (ausgenommen Lagebeurteilungen über die NATO), ferner Einzelinformationen, soweit wir sie geben können und nicht unsere eigenen Einrichtungen betreffen oder unsere eigene Sicherheit gefährden. Wirtschaftliche Nachrichten sowie Angaben über Personen und Organisationen werden nicht ausgetauscht.

M. Riesen

N'avez-vous pas l'impression qu'il pourrait, un jour ou l'autre,

vous arriver la même mésaventure que celle qui est arrivée au brigadier Masson? Qu'en est-il de la couverture de vos responsabilités?

H. Weidenmann

Es ist dies ein Berufsrisiko, das ich allein zu tragen habe.

Le Président

Est-il utile de donner de la publicité aux cas d'espionnage découverts dans notre pays? Pensez-vous que cette publicité puisse nuire aux relations de vos services avec les services de renseignements des pays de l'Est? Pourrait-il y avoir des mesures de rétorsion?

H. Weidenmann

Retorsionsmassnahmen sind nicht zu befürchten; das Interesse am Gespräch geht vor. Massnahmen auf wirtschaftlichem Gebiet liegen im Bereich des Möglichen. Mit dem Bundesanwalt meine auch ich, die Interessen seien von Fall zu Fall sorgfältig gegeneinander abzuwägen; unter Umständen muss man auch hart bleiben und Nachteile in Kauf nehmen. Denn die Erfahrung lehrt, dass die Oststaaten denjenigen, der hart und kompromisslos auftritt, mehr respektieren als Vertreter der weichen Linie. Aber auch hier gilt: keine Regel ohne Ausnahme.

H. Andermatt

Erhalten Sie auch Nachrichten vom EPD?

H. Weidenmann

Wir erhalten alles, was im EPD für uns von Interesse ist. Die Zusammenarbeit funktioniert tadellos. Die Berichte der schweizerischen Militärattachés müssen auch dem betreffenden Botschafter zur Verfügung gestellt werden. Dieser hat aber kein Recht, einen Bericht, mit dem er nicht einverstanden ist, zurückzuhalten.

Für Militärattachés wurden Anforderungsprofile aufgestellt, die allerdings nicht in jedem Fall erfüllt werden.

Zum Brief des anonymen Offiziers: Der Behauptung, der AND erfülle in keiner Weise seine Funktion und sei nicht kriegstüchtig, "weil er aus falsch verstandener Neutralitätsverpflichtung völlig von befreundeten ausländischen Nachrichtendiensten abhängt", ist folgendes entgegenzuhalten: Wir werten offene Quellen aus, soweit das

überhaupt möglich ist. Ausgewertet werden u. a. 14 Tageszeitungen und Bulletins, 35 Wochenzeitschriften, 16 Halbmonatszeitschriften ferner die Berichte der 12 Verteidigungsattachés, die mit einer Ausnahme in mehreren Ländern akkreditiert sind, und Berichte und Befragungen von Flüchtlingen und Reisenden, von Banken, Firmen usw. Nicht in Frage kommen: schweizerische Aufklärungsflüge, Betrieb eines schweizerischen Aufklärungssatelliten, schweizerische Agenten. Letztere sind für die Schweiz nicht tragbar; die Risiken (menschliche, politische) und der finanzielle Aufwand stünden in einem allzu krassen Missverhältnis zum möglichen Ertrag. Natürlich wäre es gut, einen Agenten im Kreml oder im Führungsgremium eines Satellitenstaates plaziert zu haben. Dort kommt man aber nicht hinein. Heute leben in der UdSSR, einschliesslich diplomatisches Personal, 75 Schweizer und 55 Doppelbürger, in der BRD 24'428 (+ 12'933), das heisst, die Möglichkeit, in der UdSSR mit Agenten zu arbeiten, besteht nicht, das Risiko wäre zu gross. Wir können ohne Beeinträchtigung unserer Effizienz ausländische Doktrinen, ordres de bataille, Standorte, Organisation von Truppen und Stäben übernehmen. Was wir brauchen, ist die Warnung vor einem Angriff des Warschauerpaktes auf Westeuropa, diesbezüglich sind wir wahrscheinlich auf Hilfe angewiesen. Hingegen ist es allein unsere Sache zu erforschen, was um unser Land herum geschieht, wenn der Warschauerpakt nach Westen vorstösst, das heisst, es gilt zu erkennen, wer uns wann und wo angreifen könnte. Diesbezüglich sind alle notwendigen Vorkehrungen getroffen, um dies aus eigenen Mitteln zu tun.

Ferner wird der Vorwurf erhoben, keiner der leitenden AND-Offiziere verfüge über genügend Kenntnisse der russischen Sprache, geschweige denn Russland-Erfahrung. Um russische Propaganda zu lesen, benötigen wir keinen leitenden AND-Offizier, der russisch spricht; dafür stehen Uebersetzer zur Verfügung. Russland-Erfahrung gibt es heute praktisch nicht mehr. Nötigenfalls können wir uns an das schweizerische Ostinstitut wenden, wo tüchtige Leute, z. T. Emigranten, arbeiten.

Im Brief des anonymen Offiziers wird des weitern gewünscht, das Parlament solle im Zusammenhang mit dem Fall Jeanmaire Druck auf das EMD ausüben, damit die beträchtlichen Kredite des AND richtig verwendet würden. Die Kredite des AND bewegen sich seit 1971 zwischen 400'000 und 550'000 Franken (1976: 444'000 Franken). Daraus werden bezahlt: sämtliche Repräsentationskosten der Militärattachés, die Kosten für die Betreuung der ausländischen Militärattachés in der Schweiz, die Kosten ausländischer Besucher in der Schweiz, sämtliche nachrichtendienstlichen Besuche im Ausland, Besuch des Generalstabschefs im Ausland, Fachliteratur, Informanten und Geschenke. Ueber diese Ausgaben wird eine strikte Kontrolle geführt. Zum Vergleich: die CIA hat seit ihrer Gründung (1947) schätzungsweise zwischen 50 und 70 Mia Dollar ausgegeben.

M. Riesen

Quelle valeur peut-on attacher aux informations obtenues par le canal de l'"Ostinstitut"? Quelle est la situation en ce qui concerne les possibilités de traduction du chinois?

H. Weidenmann

Das Ostinstitut ist eine wertvolle und leistungsfähige Informationsstelle. Es verfügt über eine hervorragende Bibliothek.

Ich weiss nicht, ob uns ein chinesischer Uebersetzer zur Verfügung steht. (Nachher vorgenommene Abklärungen haben ergeben, dass in einer Sprachspezialisten Kompanie 10 Of, Uof und Sdt für Uebersetzungen aus dem Chinesischen beigezogen werden können).

Auf eine Frage von Hrn. Andermatt: Bezüglich Sicherheitsprüfungen sind Aenderungen im Gange.

Le Président remercie le colonel divisionnaire Weidenmann de ses très intéressants propos.

Une délégation de la sous-commission sera désignée pour aller se rendre compte sur place des activités des services de renseignements.

Les documents contenant les résultats des travaux effectués par les services de renseignements (Lageberichte) peuvent être consultés par les membres de la sous-commission auprès de M. Weidenmann.

Programme de la séance du 1er juinLe Président

La séance commencera à 9 heures. Nous entendrons à cette occasion, durant une heure par canton, des représentants des polices genevoise, bernoise et zurichoise. Pour les cantons de Berne et Zurich seront convoqués des représentants des polices de la ville et du canton. Ces derniers seront entendus ensemble.

Le secrétariat de notre sous-commission prendra contact avec M. le procureur général de la Confédération pour savoir à qui doivent être adressées les invitations:

Les représentants s'exprimeront spécialement sur les sujets suivants:

- Relations entre les polices cantonales et la police fédérale. La collaboration peut-elle être améliorée? Si oui, propositions.
- Tâches effectuées par les polices cantonales sur mandat de la police fédérale. Comment s'intègrent ces tâches dans celles de la police cantonale proprement dite?
- Une amélioration des services de la police fédérale, des services de renseignements et de contre-espionnage est-elle possible, souhaitable? Si oui, propositions.

H. Andermatt schlägt vor, vom Sekretariat einen Berichts-Entwurf ausarbeiten zu lassen, der die bisherigen Ergebnisse der Subkommissions-Beratungen zusammenfasst (inkl. Verbesserungsvorschläge etc.).

M. Riesen propose de demander que la Confédération exige de la part des PTT en raison de leur monopole en matière de télécommunications, qu'ils procèdent aux écoutes de façon systématique et sans contrepartie financière.

H. Egli-Sursee

Ausser den kantonalen Polizeichefs sollte niemand mehr angehört werden, denn die bisherigen Einvernahmen genügen, um für unsern Bereich einen Schlussbericht zuhanden der Gesamtkommission zu erstellen. Die Frage, inwieweit dem Parlament Bericht zu erstatten sei und wer die etwaige Ausführung unserer Anregungen und Vorschläge zu kontrollieren hat, wird die Gesamtkommission zu entscheiden haben.

Le Président partage l'opinion de MM. Andermatt et Egli-Sursee. Il serait intéressant de pouvoir disposer, lors de notre prochaine séance, d'un tel document de travail, en quelque sorte d'un inventaire des défauts constatés. Les propositions qui en découleront pourront alors être soumises au Conseil fédéral afin de connaître aussi son avis.

Pour être complet, le rapport final devrait contenir des estimations financières, ceci afin de mieux informer le Parlement. Nous avons entendu des propositions précises, qui devraient être réalisées pour améliorer le service. Il me paraît souhaitable que nous en proposons la réalisation.

La séance est levée à 16 h 30



